

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-perd-son-cap-a-l-ONUInexperience-ou-soumission-aux-Etats-Unis>

L'Argentine perd son cap à l'ONU Inexpérience ou soumission aux États-Unis ?

- Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 27 septembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le discours de Kirchner s'est avéré alarmant. Il s'est aligné avec la politique belliqueuse de Washington, de Sarkozy et d'Israël, et il dénote une sévère négligence institutionnelle.

Le gouvernement argentin joue avec du feu. Lors de la 62ème l'Assemblée Générale des Nations Unies (ONU) il a démontré son inexpérience à l'heure de tracer sa propre stratégie internationale. Il est resté grossièrement soumis aux pressions des États-Unis et d'Israël dans ses attaques contre l'Iran, et a ouvert les portes de l'Argentine à une nouvelle provocation de la CIA et/ou du Mosad - avec l'utilisation ou non d'Osama Ben Laden -, puisqu'à tout moment peut éclater en Argentine un nouvel "attentat du terrorisme international", selon le vocabulaire mis à la mode par l'administration de George W. Bush.

Le président Nestor Kirchner fut comme un boxeur mal entraîné et dépourvu de technique, figé au centre d'un *ring* dans l'obscurité et lançant des coups à droite et à gauche, sans piger même où était son rival.

Il s'est référé au juste droit argentin sur les îles les Malouines et l'a fait avec précision : "Mon gouvernement manifeste un rejet énergique à la prétention britannique d'établir des espaces maritimes autour de ces archipels (...). En particulier, il rejette, l'intention récemment diffusée par la Grande-Bretagne de présenter devant la Commission de Limites de la Plate-forme Continentale sur la limite extérieure de la plate-forme continentale".

Cependant, ses paroles sont restées en suspens faute d'avoir rempli certaines conditions requises en politique extérieure, comme obtenir des consentements préalables dans les blocs (le Mercosur, par exemple) ; ne pas identifier un plus vaste cadre d'alliances (les différents critères des pays en développement dans le sein de l'ONU) ; et ne pas favoriser d'accords minimaux avec des acteurs déterminants de cette scène (Russie et Chine, entre autres).

Plusieurs des pays émergents, comme la Russie et la Chine pourraient être des associés de poids dans la dispute contre la Grande-Bretagne sur les îles Malouines (surtout parce que les prétentions de Londres montrent un dessein hégémonique en matière des ressources énergétiques et les pays précédemment mentionnés restent sur le trottoir en face, mais on peut difficilement aspirer à ces associations quand les concessions faites aux États-Unis et à Israël au sujet de l'Iran sont arrivées là elles sont arrivées.

L'incapacité montrée, jusqu'à maintenant, à apporter des preuves dignes de foi qui valident les accusations de manque de coopération autour de l'investigation du cas AMIA laisse dans le ridicule la position argentine face à l'Iran, et met à nu que ce qui équivaut à une acceptation directe des souhaits des États-Unis et d'Israël, des pays qui disposent déjà de la complicité de la France de Nicolas Sarkozy dans leurs stratégies belliqueuses contre la nation persane (d'un pillage de ses ressources naturelles).

Ces desseins militaristes ont été ratifiés il y a peu de jours, et en préalable à ce qui se passe à l'ONU, par le ministre des affaires étrangères de la France, Bernard Kouchner, qui a menacé l'Iran de la guerre. Kouchner, médecin de profession, décrit comme ami du Mosad, a fait partie du dernier "règne socialiste" français et pendant les années 90 s'était fait remarqué comme un des principaux architectes de la soi-disant doctrine de "l'intervention humanitaire", adoptée par les États-Unis, l'Union Européenne (UE) et le Conseil de la Sécurité de l'ONU, et dont le dernier bijou est l'actuelle occupation internationale d'Haïti. [Après la Serbie et le Soudan raté]

Les constantes concessions de Buenos Aires aux *lobbies* des États Unis et de la droite sioniste, à l'intérieur et

L'Argentine perd son cap à l'ONU Inexpérience ou soumission aux États-Unis ?

l'extérieur de l'Argentine - d'une attitude douteuse face à l'attentat de l'AMIA, en 1994 - sont restés en évidence à New York et laissent le pays exposé maintenant à une éventuelle nouvelle ronde de la logique terroriste que l'administration Bush a inauguré le 11 septembre 2001, dans son ardeur justificatrice du dessein militariste et répressif qu'il déploie dans le monde et à l'intérieur de son propre territoire.

Cette grave inexpérience du gouvernement argentin souscrit termes objectifs au plan d'action prévu par les États-Unis et les secteurs les plus de droite de l'Union Européenne (UE) pour l'Assemblée Générale de l'ONU. Cela fait déjà des décennies que le bloc hégémonique [USA et UE] se pose de vider le contenu de l'Assemblée - où par des questions institutionnelles et d'arithmétique de votes, le bloc a l'habitude de rester en minorité, pour renforcer le Conseil de la Sécurité, de l'organisme puisque celui-ci est dans les mains des cinq membres permanents avec le droit à veto et en constante violation de ses propres statuts.

C'est dans cette dialectique dont font parties les impudiques diatribes de Bush contre Cuba, le Venezuela et d'autres pays, au nom d'une "démocratie" avec le sceau du Secrétariat de Défense, à la manière de l'Irak, par exemple, et des camps de concentration dénoncés par la presse étasunienne elle-même. Il semblerait que, une fois encore, l'Argentine (et au passage le Mercosur aussi) a perdu l'occasion de tenir au sein de la « communauté internationale » une position autonome et tendant à revendiquer sérieusement les propositions de multipolarité.

Et ce qui est encore plus grave, le gouvernement de Buenos Aires a compromis sa condition de sujet de droit international et avec cela la possibilité d'avoir une politique extérieure sérieuse et responsable.

[APM](#). Buenos Aires, le 27 septembre 2007.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi